



DEUXIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Tendances mondiales de l'emploi et exemples de politiques

1. A la session de novembre 2002, la commission a demandé au Bureau de faire un rapport sur l'évolution mondiale de l'emploi dans la conjoncture économique actuelle et de présenter une analyse, assortie d'exemples nationaux, de l'efficacité des politiques économiques et de l'emploi qui visent à promouvoir la croissance de l'emploi. Le présent document résume les tendances mondiales et régionales de l'emploi, telles qu'elles ressortent d'une récente publication du BIT¹, et donne quelques exemples de politiques nationales. En conclusion, il indique quelques points essentiels que la commission pourrait examiner.

Tendances mondiales de l'emploi

2. Le ralentissement économique persistant en 2002 et les perspectives économiques incertaines font que la situation de l'emploi dans le monde est alarmante. Selon les estimations du BIT, le nombre de chômeurs dans le monde s'est accru de 20 millions depuis la fin de 2000 pour atteindre quelque 180 millions à la fin de 2002. Cette hausse du chômage ouvert a été plus forte parmi les femmes, leurs sources de revenus et d'emploi étant particulièrement vulnérables aux chocs économiques. Par ailleurs, de plus en plus, beaucoup des jeunes qui entrent sur le marché du travail ne trouvent pas d'emploi, et leur taux de chômage, qui avait baissé à la fin des années quatre-vingt-dix, augmente de nouveau. Quelque 14 millions d'hommes et de femmes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage à la fin de 2002.
3. Cela étant, la mauvaise situation de l'emploi de ces deux dernières années a davantage fait augmenter l'emploi informel que le chômage ouvert, et a considérablement contribué à la hausse du nombre de travailleurs pauvres et à l'aggravation de la précarité de l'emploi et des conditions de travail. Les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté à la fin des années quatre-vingt-dix sont réduits à néant et, d'après le BIT, à la fin de 2002, le nombre de travailleurs pauvres, c'est-à-dire ceux ne gagnant pas assez pour se maintenir, eux et

¹ BIT: *Tendances mondiales de l'emploi*, Genève, 2003. Voir également en annexe la liste des documents de référence.

leurs familles, au-dessus du seuil de pauvreté (1 dollar E.-U. par jour)², était remonté à 550 millions, soit le chiffre enregistré en 1998. Si cette tendance se poursuit, elle mettra en péril dans beaucoup de régions les Objectifs de développement de l'ONU pour le Millénaire, à savoir réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici à 2015.

4. L'éclatement, au printemps 2001, de la bulle spéculative des technologies de l'information et de la communication a provoqué la récession économique. L'emploi dans ce secteur a brutalement baissé partout dans le monde et a beaucoup contribué à la hausse du chômage ouvert. Les attentats du 11 septembre 2001 ont accentué les effets de la récession et ont durement touché l'emploi dans les secteurs des voyages et du tourisme – les pertes d'emplois à l'échelle mondiale s'y élèveraient à 10,5 millions (Conseil mondial du tourisme et des voyages, 2002). Le ralentissement économique des pays industrialisés a conduit, dans les pays en développement, à de nombreuses pertes d'emplois dans les secteurs tournés vers l'exportation. Les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, par exemple celui de l'habillement, ont été durement frappés. Les femmes, qui sont plus susceptibles de travailler dans ces secteurs, ont subi davantage le recul généralisé de l'emploi.
5. De plus, le manque de confiance des investisseurs a mis dramatiquement en évidence la situation financière fragile de beaucoup de régions. En Argentine, qui est en proie à la crise, la baisse de l'emploi a été considérable – le taux de chômage est extrêmement élevé et a dépassé 20 pour cent en 2002 – et a eu des répercussions sur les pays voisins.
6. Ces deux dernières années, les conflits armés, la violence et les catastrophes naturelles ont également favorisé la hausse du chômage et la pauvreté dans des pays aussi éloignés les uns des autres que la Colombie, le Mozambique et le Népal. Au Moyen-Orient, le chômage a augmenté vertigineusement dans la Rive occidentale et la bande de Gaza, tandis que la récession s'est poursuivie en Israël.

Tendances régionales de l'emploi et politiques suivies

7. Les conséquences du ralentissement économique mondial et des attentats du 11 septembre n'ont pas été les mêmes partout, si bien que les tendances de l'emploi par région et sous-région diffèrent. Ces tendances indiquent les politiques nationales qui pourraient être menées.
8. Le chômage ouvert s'est surtout accru dans l'Asie de l'Est (principalement en Chine) et dans les pays industrialisés (en particulier aux Etats-Unis). Il est resté stable ou a peu augmenté dans les autres régions (tableau 1). A l'évidence, ces régions ont souffert du ralentissement économique, mais celui-ci se traduit essentiellement par une hausse du sous-emploi et du nombre de travailleurs pauvres.

² Prix de 1985 en parité de pouvoir d'achat.

Tableau 1. Taux de chômage par région, 2000-2002

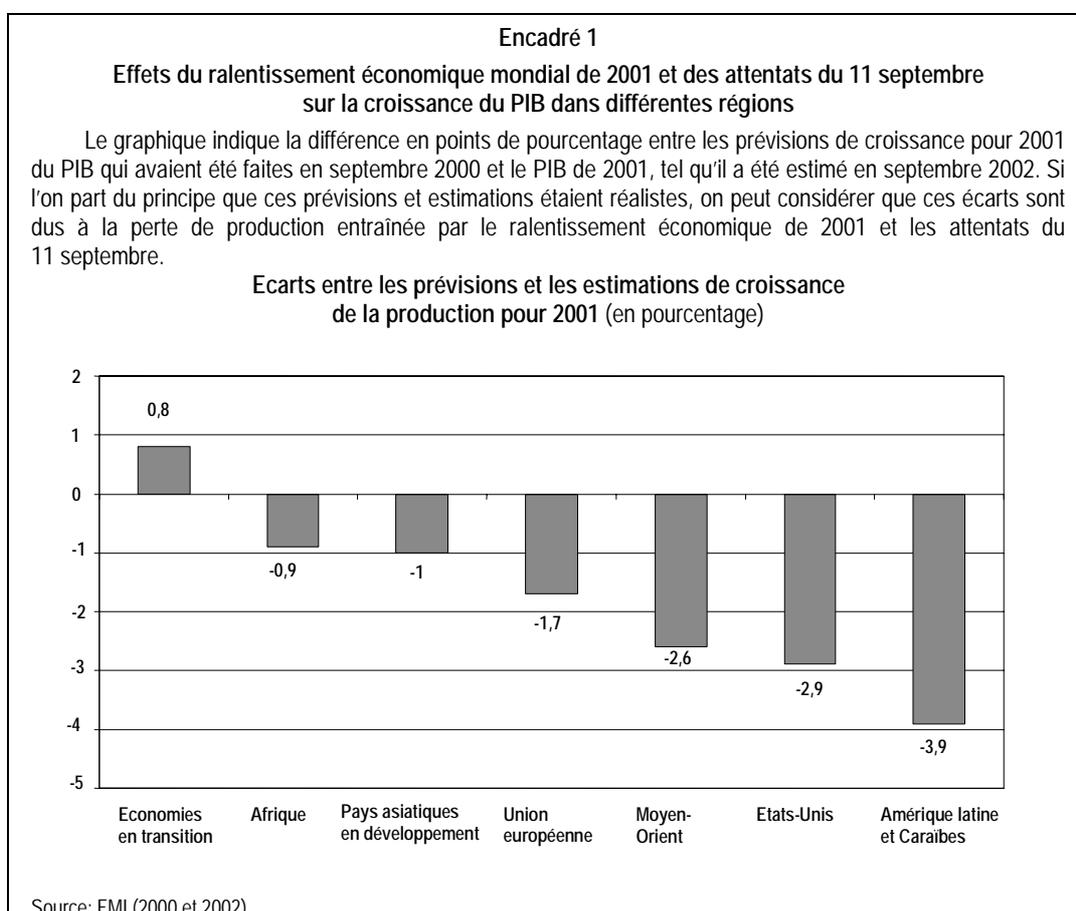
	2000	2001	2002*
Asie et Pacifique	3,8	4,1	4,2
Asie de l'Est	3,2	3,6	4,0
Asie du Sud-Est	6,0	6,8	6,5
Asie du Sud	3,4	3,5	3,4
Amérique latine et Caraïbes ¹	9,7	9,6	9,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	17,9	18,9	18,0
Afrique subsaharienne	13,7	14,0*	14,4
Economies en transition	13,5	12,6	13,5
Pays industrialisés	6,1	6,4	6,9

* Projection.

¹ Chômage ouvert en milieu urbain.

Sources: Estimations et projections établies à partir de données du BIT et de la méthode élaborée dans Berger et Harasty (2002); pour les pays industrialisés, OCDE (2002a); pour les économies en transition, CEE-ONU (2002).

9. En ce qui concerne la croissance de la production, l'**Amérique latine** et les **Caraïbes** ont été les plus affectées par la baisse de l'activité économique mondiale en 2001 (encadré 1). Le taux de chômage, qui s'est accru dans presque toute la région entre 2001 et 2002, a atteint près de 10 pour cent en 2002. Pourtant, moins de personnes sont entrées sur le marché du travail. L'une des principales difficultés est le chômage des jeunes qui s'est élevé à 16 pour cent en 2001, contre 12 pour cent en 1997. Qui plus est, presque tous les emplois occupés par des jeunes sont créés dans l'économie informelle.



10. De graves difficultés demeurent mais, dans la région, certains pays ont fait activement face au ralentissement et ont enregistré quelques améliorations, sur les moyen et long termes, dans les domaines économique et de l'emploi. Ces dix dernières années, le **Costa Rica** a créé des conditions favorables à l'emploi et à la croissance économique et maintenu un degré assez élevé de protection sociale (encadré 2). Au **Chili**, la dévaluation du taux de change et les restrictions aux flux de capitaux ont joué un rôle essentiel dans la promotion de la croissance et de l'emploi (encadré 3).
11. L'Asie a principalement souffert de la récession du secteur des technologies de l'information et de la communication que la baisse des exportations aux Etats-Unis a entraînée. Alors qu'elle commençait à se remettre pleinement de la crise financière de 1997, l'**Asie du Sud-Est** a été confrontée à la récession. Les résultats des pays de cette région ont été très différents. L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, qui dépendent beaucoup du commerce, ont durement souffert de la baisse des exportations. En revanche, le Cambodge, la République démocratique populaire lao et le Viet Nam ont maintenu des taux de croissance élevés grâce à un meilleur accès aux marchés des économies industrielles, et aux meilleurs résultats du secteur agricole. Le taux de chômage, qui n'était pas redescendu depuis la crise de 1997, s'est accru en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande, et les progrès récemment accomplis dans la réduction de la pauvreté ont été partiellement annulés.
12. En 2001-02, la croissance de la production en **Asie de l'Est** a été nettement plus faible et la situation de l'emploi s'est détériorée. Le taux de chômage est passé de 3,2 pour cent en 2000 à 3,6 pour cent en 2001 et à 4 pour cent en 2002. En Chine, le taux de chômage officiel a été de 3,6 pour cent en 2001 mais, selon les estimations récentes, il pourrait s'élever actuellement à 7,5 pour cent à cause du fort taux de sous-emploi dans l'agriculture et du fait que l'on ne maintient plus, comme c'était la pratique, les effectifs en surnombre dans les entreprises publiques.

Encadré 2

Moyens d'action conjugués pour la croissance, l'emploi et le développement social – Costa Rica

Au Costa Rica, les politiques économiques suivies sur le long terme, en dépit de contraintes intérieures et extérieures, ont permis de stabiliser les conditions macroéconomiques. Ces politiques ont été complétées par des mesures visant à attirer les investissements dans les activités à haute et moyenne technologie, activités tournées vers l'exportation, qui requièrent une main-d'œuvre très qualifiée. Dans le même temps, à tous les niveaux, les mesures pour l'éducation ont été renforcées et le nombre moyen d'années d'instruction par habitant est le plus élevé de la sous-région (avec le Panama). De même, les mesures de formation ont été accentuées et celle-ci s'est améliorée dans les secteurs à faibles revenus. La promotion des investissements dans les secteurs d'exportation non traditionnels (agriculture, industrie et tourisme) a compensé les effets néfastes pour l'emploi qu'avaient eu les restrictions des dépenses et de l'emploi publics. En 1995-1999, le nombre d'emplois dans le secteur privé s'est accru de 188 000 et, dans la fonction publique, il a baissé de 3 000. Les exportations vers les Etats-Unis ont quadruplé.

Par ailleurs, la couverture de la protection sociale est la plus étendue de la région. Elle est restée stable pendant les années quatre-vingt-dix (le taux de couverture des salariés était de 77 pour cent en 2001, contre 78,5 pour cent en 1990). De plus, le salaire minimum s'est accru de 1,1 pour cent par an. Enfin, le Costa Rica a enregistré un taux de chômage relativement faible ces dix dernières années.

Source: Equipe multidisciplinaire de San José, OIT.

Encadré 3

Taux de change, flux de capitaux à court terme
et croissance de l'emploi – Chili

Les politiques de taux de change ont souvent posé de graves dilemmes. Certains pays ont continué d'appliquer des taux de change fixes pour lutter contre l'inflation alors que, depuis longtemps, il était manifeste que cette politique entravait l'expansion de l'emploi et de la production. Inversement, d'autres pays ont laissé fluctuer leurs taux de change au gré des forces du marché, lesquelles sont souvent dominées par des mouvements de capitaux à court terme. Ces deux extrêmes peuvent nuire à la production et à l'emploi. Une meilleure gestion des taux de change peut favoriser l'emploi.

Renoncer à un taux de change surévalué dynamise l'emploi, grâce à des exportations plus rentables, et favorise les activités à forte intensité de main-d'œuvre qui concurrencent les importations. Toutefois, l'un des facteurs de la crise financière asiatique a été que les entrées de capitaux avaient fait trop monter les taux de change. Par conséquent, pour que la politique des taux de change ait de bons résultats dans le cadre de la mondialisation, il faut entre autres limiter la volatilité des flux de capitaux à court terme. Le Chili est l'un des pays qui a limité efficacement, pendant les années quatre-vingt-dix, les entrées de capitaux à court terme et, dans son accord de libre échange avec les Etats-Unis, il a exigé de pouvoir utiliser de nouveau ce moyen en cas de forts mouvements de capitaux spéculatifs.

La dévaluation, que le contrôle des flux de capitaux à court terme a rendu possible, a eu des effets très positifs sur l'économie. La compétitivité du secteur chilien de l'exportation s'est améliorée et les pressions internationales sur les secteurs qui produisent principalement pour le marché national ont été atténuées.

Source: Equipe multidisciplinaire de Santiago, OIT.

13. Pour faire face au ralentissement économique provoqué de l'extérieur, sans pour autant trop compromettre la création d'emplois, l'**Asie du Sud** et l'**Asie de l'Est** ont conjugué des politiques macroéconomiques expansionnistes et des politiques actives du marché du travail (encadré 5).
14. Dans le cadre d'une stratégie de développement sur le long terme destinée à réduire la vulnérabilité extérieure, la **Malaisie** est l'un des pays de la région qui a montré que maîtriser la libéralisation des échanges peut favoriser sur le long terme le développement économique interne, la croissance et l'emploi (encadré 4).

Encadré 4

Stimuler la croissance de l'emploi
grâce à la libéralisation des échanges – Malaisie

La libéralisation des échanges, lorsqu'elle est bien maîtrisée, peut favoriser considérablement l'emploi, la production et les revenus. La Malaisie a mis en œuvre une double stratégie de substitution des importations et de promotion des exportations. L'un ou l'autre aspect ont été privilégiés au cours du temps, mais les deux ont toujours coexisté. Plus particulièrement depuis le milieu des années quatre-vingts, la libéralisation des échanges, conjointement avec la promotion des investissements étrangers directs, s'est traduite par une forte expansion de la création d'emplois, de façon directe dans les secteurs orientés vers les exportations et, indirectement, par un effet multiplicateur dans les secteurs axés sur le marché interne. Le taux de chômage a diminué plus fortement et plus rapidement lorsque la stratégie dominante privilégiait les exportations, et la Malaisie, de fait, est devenue un important importateur de main-d'œuvre à la fin des années quatre-vingt. Le renforcement du marché du travail a fait que les salaires réels de toutes les catégories de travailleurs ont augmenté. De plus, l'apparition de nouveaux secteurs tournés vers l'exportation a entraîné une forte hausse de la demande de main-d'œuvre non qualifiée. Dans le même temps, les initiatives gouvernementales visant à accroître les possibilités de formation, en particulier à partir de 1993, grâce à la création du Fonds pour le développement des ressources humaines et à d'autres mesures, ont contribué à augmenter le niveau de qualification.

Même en 1998, malgré la crise financière asiatique, le taux de chômage n'a augmenté que faiblement pour s'établir à 3,2 pour cent. On notera toutefois que, en partie, cela a été dû au fait que les compressions d'effectifs ont principalement touché les travailleurs étrangers non qualifiés, c'est-à-dire la majorité des travailleurs étrangers, qui avaient fini par représenter près de 20 pour cent des travailleurs. Pendant le récent ralentissement économique, le taux de chômage a atteint 3,6 pour cent en 2001.

Source: Ghose (à paraître); Rasiah (2002).

Encadré 5

Politiques macroéconomiques et politiques actives du marché du travail pour faire face au ralentissement – Asie de l'Est et du Sud-Est

Des pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est – Indonésie, Malaisie, Philippines, République de Corée, Thaïlande – ont montré que des politiques macroéconomiques expansionnistes mais solides peuvent atténuer considérablement les effets nocifs de chocs extérieurs sur l'économie. A l'exception de l'Indonésie, la politique monétaire a été assouplie à la fin de 2001 et, en 2002, les taux d'intérêt administrés ont baissé dans tous ces pays. Les mesures budgétaires d'incitation qui ont été prises en Malaisie, en République de Corée et en Thaïlande ont eu des effets rapides et favorables sur l'emploi et les revenus. Cela a été rendu possible par le fait que les déficits budgétaires étaient faibles au moment du ralentissement économique et que ces pays avaient donc de la marge pour appliquer des politiques expansionnistes. Mais ces mesures budgétaires sont à court terme et l'objectif de tous ces pays est de réduire à nouveau leurs déficits budgétaires sur le moyen terme.

Des politiques macroéconomiques expansionnistes ont permis d'allouer plus de ressources aux politiques actives du marché du travail qui sont nécessaires pour favoriser autant que possible la création d'emplois. Ces politiques – entre autres, politiques et programmes de recyclage, services d'information sur le marché du travail, programmes de promotion du crédit et des moyens d'existence, programmes pour l'emploi (ou de travaux publics) – ont ouvert des perspectives considérables pour accroître les salaires et les revenus et développer l'emploi indépendant. Les politiques actives du marché du travail ont été l'un des éléments essentiels des initiatives menées pour faire face à la crise économique asiatique et au ralentissement plus récent de l'économie mondiale. Elles sont utiles non seulement aux travailleurs des grandes entreprises mais aussi à ceux des entreprises du secteur informel, ainsi qu'aux travailleurs occasionnels.

Les programmes de travaux publics et les programmes d'urgence destinés à lutter contre le chômage sont certains des éléments des politiques actives du marché du travail. Ils peuvent servir à créer rapidement des emplois, à soutenir le pouvoir d'achat ou à relancer l'économie. Il conviendrait de tenir davantage compte du fait qu'ils permettent de réagir rapidement à des situations de crise et de réduire la vulnérabilité d'une économie donnée.

Source: Islam et Krishnamurty (2002).

- 15.** En 2001 et 2002, les économies de l'**Asie du Sud** ont tenu bon face au ralentissement économique mondial et aux suites des attentats du 11 septembre. Mais les préoccupations en matière de sécurité, les mauvaises conditions météorologiques, le fléchissement des exportations et la baisse des recettes du tourisme ont fait que la situation de l'emploi a empiré et que, par conséquent, la pauvreté et le nombre de travailleurs pauvres se sont accrus. Le taux de chômage dans la région est passé de 2,9 pour cent en 1995 à 3,4 pour cent en 2002. Au Pakistan, par exemple, il a atteint ces dernières années près de 8 pour cent. Il semble aussi que la difficile situation de l'emploi, en 2001 et en 2002, est plus liée au fait que davantage de personnes travaillent dans l'économie informelle, où les revenus sont faibles et les conditions de travail mauvaises, qu'à une forte hausse des taux de chômage.
- 16.** L'**Afrique Subsaharienne** a pu maintenir un taux de croissance de la production relativement constant mais, rapporté au nombre d'habitants, ce taux est souvent inférieur à 1 pour cent. Le taux de chômage ouvert est passé de 13,7 pour cent en 2000 à 14,4 pour cent en 2002, mais l'aggravation de la crise alimentaire obligera peut-être à revoir les estimations qui avaient été réalisées pour 2002 (tableau 1). Les conflits armés et les catastrophes naturelles anéantissent souvent les économies locales et créent des situations de chômage et de pauvreté. Prendre rapidement des mesures est crucial pour préserver les moyens de subsistance après une crise comme le montre l'exemple du Mozambique (encadré 6). Outre les pertes d'emplois dues à des conflits, la fuite des cerveaux, qui prive le continent du capital humain dont elle a grandement besoin, est une question de plus en plus importante; ce phénomène est lié au grave problème du chômage et du sous-emploi des jeunes. Pourtant, le niveau d'instruction s'est accru. La situation sanitaire est également préoccupante dans cette région et touche les forces vives de la population. Il ressort d'une récente étude de la République de Tanzanie que l'épidémie du VIH/SIDA est en train de modifier la structure des âges de la population active. La proportion des enfants

de 10 à 14 ans et des jeunes de 15 à 19 ans s'est accrue en 2000-01 par rapport à 1990-91, et est considérablement plus importante que celle des 20-35 ans, à savoir le groupe d'âge d'activité maximale³.

Encadré 6
Réaction rapide après les inondations
de 2000 et de 2001 au Mozambique

Au Mozambique, les inondations ont eu des effets dévastateurs non seulement sur les moyens d'existence et sur les biens, mais aussi sur le patrimoine productif et les emplois. Selon les estimations du BIT, les seules inondations de 2000 auraient entraîné la perte de 300 000 emplois et porté préjudice aux débouchés de petites entreprises. Quelque 19 000 pêcheurs ont perdu leur bateau et leur matériel, 141 000 hectares de cultures vivrières ont été dévastées, 20 000 têtes de bétail ont péri, 40 000 familles ayant une femme à leur tête ont été privées de leurs moyens de subsistance et beaucoup de petits commerçants ont perdu toutes leurs marchandises.

Alors que d'autres institutions se sont essentiellement occupées des personnes ayant perdu leurs moyens de subsistance et leurs biens, l'OIT a attiré l'attention sur la disparition massive de possibilités d'emplois et sur le désarroi et la pauvreté qui en résultent. Par le biais de politiques et de programmes axés sur l'emploi, elle a concentré ses efforts sur la relance de l'économie locale qui avait été durement touchée. Cette approche a aussi consisté à renforcer simultanément la capacité nationale de faire face à la crise, en particulier au sein du ministère du Travail.

Les mesures prises par le biais de l'OIT dans le district de Chokwe, en huit mois seulement, ont été, entre autres, les suivantes: 1) reconstruction de quatre marchés locaux et réinstallation de petits commerçants; 2) réaménagement du bureau de district du travail; 3) création d'un microcentre de formation professionnelle; 4) formation à la fabrication et à la réparation d'équipements agricoles et de pompes à moteur; et 5) fourniture de chèvres et d'animaux de trait à des fins agricoles et d'élevage.

Le projet a compté 1 385 personnes bénéficiaires directes, dont 87 pour cent étaient des femmes.

Source: BIT, Programme focal sur la réponse aux crises et la reconstruction.

- 17.** Ces deux dernières années, au **Moyen-Orient** et en **Afrique du Nord**, la situation économique globale s'est dégradée. Le taux de croissance du PIB est tombé de 6 pour cent en 2000 à 1,5 pour cent en 2001⁴ par rapport à toutes les autres régions en développement pendant les années quatre-vingt-dix, la proportion de l'emploi public dans la population active et celle des salaires de la fonction publique dans le PIB y étaient les plus élevées. Aussi, la production économique du secteur public y était la plus importante. Cela étant, les réformes des années quatre-vingt-dix ont permis de réduire la taille de ce secteur mais les licenciements et les compressions d'effectifs qui en ont résulté ont fait augmenter le chômage ouvert, lequel a enregistré des taux à deux chiffres (tableau 1). Dans certains pays, comme la République arabe syrienne, l'Algérie, Bahreïn et le Maroc, le chômage des jeunes a atteint un niveau dramatique. Par ailleurs, de plus en plus, les pays du Golfe prennent des mesures pour remplacer les travailleurs migrants par leurs nationaux. Cette évolution peut avoir de lourdes conséquences sur l'emploi et sur les transferts de fonds dans les pays qui fournissent de la main-d'œuvre. Etant donné le taux très élevé de croissance démographique, l'emploi des jeunes est la principale difficulté de la région.
- 18.** Dans les **économies en transition**, malgré le redressement économique et les taux élevés de croissance qui y ont été enregistrés en 2000 et en 2001, le chômage augmente de nouveau: pour devenir compétitives, les entreprises ne conservent plus leurs effectifs excédentaires et abandonnent les technologies à forte intensité de main-d'œuvre. Dans le même temps, les gouvernements suppriment des emplois dans le secteur public. Cette

³ Arndt and Wobst (2002).

⁴ FMI (2002).

catégorie de pays est la seule où l'emploi ait baissé entre 1995 et 2000. L'accélération des changements structurels, dans l'optique de l'accession à l'Union européenne, a aussi eu pour effet d'accroître le chômage dans les pays candidats.

19. Les réformes structurelles, aggravées par la vulnérabilité croissante à la situation économique extérieure, font qu'il est particulièrement difficile pour les économies en transition d'agir. Pourtant, la **Slovénie** – petit pays à économie ouverte dont la population est d'environ 2 millions de personnes et dont le PIB par habitant était de 9 105 dollars E.-U. en 2000 – a constitué une exception en créant des conditions favorables tant à l'expansion économique qu'à l'emploi (encadré 7). Elle a bien mené ses politiques macroéconomiques, mis en œuvre des mécanismes incitatifs qui ont permis de créer des entreprises viables, et appliqué des politiques actives du marché du travail pour soutenir l'emploi et créer des emplois.

Encadré 7
Maîtriser la transition grâce à des mesures d'incitation
en faveur des entreprises et à des politiques du marché du travail – Slovénie

La Slovénie a réussi à surmonter, dès 1993, la crise que la transition avait entraînée. Depuis, ce pays a pu maintenir des taux annuels de croissance économique relativement élevés (plus de 4 pour cent) et les perspectives économiques à moyen terme sont également satisfaisantes. La Slovénie et la Hongrie sont les seuls pays en transition à avoir enregistré une amélioration considérable de l'emploi ces dernières années. Le taux de chômage baisse régulièrement depuis 1998. Il a été de 6,5 pour cent en 2002.

Beaucoup de raisons expliquent le fait que, contrairement à d'autres pays en transition, l'expansion économique et de l'emploi en Slovénie a été relativement bonne pendant la période de transition. La Slovénie, qui faisait partie de l'ex-Yougoslavie, était une économie «socialiste de marché». Cela étant, le gouvernement a mené une réforme économique progressive et pris des mesures très prudentes qui ont contribué à maîtriser l'équilibre budgétaire et la balance commerciale. Ainsi, l'inflation des prix à la consommation, qui était très élevée au début des années quatre-vingt-dix, a été ramenée à moins de 10 pour cent en 1996, niveau qui n'a plus été dépassé, ce qui a créé des conditions financières favorables à l'investissement – la formation de capital fixe brut a dépassé 20 pour cent du PIB en 1995 et s'est accru depuis – et a permis d'accroître la demande de main-d'œuvre. De plus, le volume des afflux d'investissements étrangers directs a triplé entre 1993 et 2001 pour atteindre 3 milliards de dollars E.-U., et est allé de pair avec la création d'un nombre considérable d'emplois. Beaucoup d'entreprises publiques ont été restructurées et soumises à un strict contrôle financier, d'où une amélioration de leurs résultats. Elles sont devenues rentables et ont attiré plus facilement de nouveaux investisseurs.

Pour promouvoir l'emploi, le gouvernement a beaucoup aidé la création d'entreprises et 23 000 sont apparues pendant les années quatre-vingt-dix. De plus, l'externalisation d'activités secondaires, dans le cadre de la restructuration de grandes entreprises, a contribué à la création de beaucoup de petites entreprises, où la plupart des emplois sont créés, en particulier dans la construction et les services.

Le Service public de l'emploi de la Slovénie est le plus développé des pays en transition. Il prévoit tout un ensemble de programmes – aide à la recherche d'un emploi, formation professionnelle pour les jeunes chômeurs, formation liée au marché du travail, emplois subventionnés, travaux publics, programmes de promotion des petites entreprises, stages, mesures pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre, initiatives locales en faveur de l'emploi, programmes pour les handicapés, allocation de chômage et aide aux chômeurs. D'autres programmes permettent d'intervenir rapidement en cas de compression d'effectifs pour lutter contre le chômage ouvert et pour que les travailleurs visés retrouvent facilement un emploi. En outre, une grande proportion de salariés suivent des cours de recyclage ou de perfectionnement, qui sont généralement financés par l'entreprise (53 pour cent de la main-d'œuvre en 1995). Ces cours leur ont permis d'améliorer leurs compétences et de conserver un emploi.

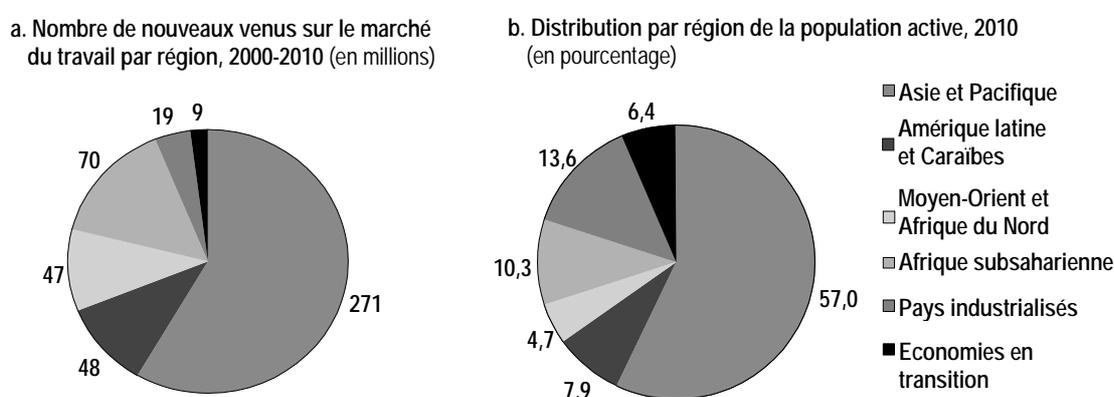
A n'en pas douter, le Conseil économique et social slovène a contribué aux résultats d'ensemble du pays, notamment en matière d'emploi, en veillant à la coopération tripartite des partenaires sociaux et à la stabilité industrielle. Le dernier accord sur la politique salariale dans le secteur privé a été conclu en juin 2000 (il existe un accord analogue dans le secteur public). L'objectif global est de fixer des orientations communes en matière de politique salariale afin de concilier, d'une part, la nécessité pour les travailleurs d'une hausse des salaires réels et, d'autre part, le souci des employeurs et du gouvernement d'accroître la compétitivité des entreprises et du pays.

Sources: Cazes et Nesporova (à paraître); OCDE (2002b); www.eurofound.ie.

Perspectives de l'emploi: déterminer et assurer la reprise

20. En 2010, près de 60 pour cent de la population active mondiale se trouvera en Asie – plus d'un quart en Chine –, et sa proportion dans les autres régions en développement (Afrique subsaharienne, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Amérique latine et Caraïbes) s'accroîtra. En revanche, la part des pays industrialisés et des économies en transition dans la population active mondiale diminuera pour en représenter environ un cinquième (figure 1a). Comme le montre la figure 1b, c'est en Asie (60 pour cent) et en Afrique subsaharienne (15 pour cent) qu'il faudra créer d'ici là la plus grande partie des emplois nécessaires. Il faudra environ 400 millions d'emplois de 2002 à 2010 pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail à l'échelle mondiale. Toutefois, il ne suffit pas de créer des emplois qui n'auraient pour effet que d'augmenter le nombre de travailleurs pauvres. Absorber tous les nouveaux venus sur le marché du travail et faire baisser le nombre de travailleurs pauvres, grâce à la création d'emplois décents, tel est le défi qui se pose.

Figure 1



21. La détérioration de la situation de l'emploi dans le monde et les perspectives d'une reprise faible ou tardive feront augmenter le chômage, le sous-emploi et le nombre de travailleurs pauvres. Si l'évolution des deux dernières années devait se poursuivre, elle irait à l'encontre de l'initiative lancée à l'échelle mondiale pour réduire de moitié, d'ici à 2015, le taux d'extrême pauvreté. Dans le cas où ce ralentissement déboucherait sur une véritable récession, les conséquences pour la stabilité sociale et politique de vastes régions du monde seraient graves. En outre, plus de chômage et de pauvreté pèsera lourdement sur les budgets publics et, par conséquent, ira à l'encontre des efforts que beaucoup de pays ont déployés pour stabiliser leur fragile situation financière. Les décideurs devraient se concentrer sur des mesures destinées à assurer et à étendre la reprise, et veiller à ce qu'une croissance plus forte permette de maximiser le nombre de possibilités de travail décent.
22. Si en **Asie** la plupart des économies donnent des signes de redressement, certains éléments continuent d'empêcher une véritable reprise. Etant donné que la plupart des pays asiatiques importent du pétrole, la faiblesse des cours du pétrole en 2001 avait favorisé le redressement économique. Or la hausse récente des cours a freiné cet élan. De plus, la persistance des difficultés économiques du Japon a un impact sur la région et la montée récente du chômage dans la plupart de l'Asie risque de freiner la reprise des dépenses des

ménages. Néanmoins, on prévoit pour les pays asiatiques en développement une croissance économique de 6,3 pour cent en 2003, contre 5,6 pour cent en 2001⁵. Ces prévisions de croissance du PIB semblent optimistes si l'on considère que le redressement économique aux Etats-Unis est incertain. Cela dit, même si la croissance est plus faible que prévu, le taux de chômage ouvert et de pauvreté dans l'Asie de l'Est et du Sud-Est pourrait baisser de moitié en 2010 par rapport à 1998 (un taux de croissance de 3 pour cent par habitant, or un taux de croissance de 4 pour cent pourrait suffire). En Asie du Sud, cette perspective est plus difficile. En effet, pour parvenir aux mêmes résultats, il faudrait dans la sous-région un taux de croissance double de celui des années quatre-vingt-dix.

23. Pour l'Asie, le maintien du taux de croissance en **Chine** est un facteur essentiel de reprise. La croissance de la Chine sera de plus en plus une source de demande pour beaucoup des pays asiatiques qui ne se sont pas encore pleinement remis des conséquences pour l'emploi de la crise financière des années quatre-vingt-dix. Un marché du travail plus intégré ouvrirait des perspectives d'emplois, en particulier dans le secteur des services qui n'est assez pas développé. Toutefois, il est urgent de restructurer les entreprises publiques et l'agriculture et de réformer le système financier, de façon à cesser de subventionner les unités déficitaires. A n'en pas douter, la Chine continuera d'attirer des investissements étrangers directs considérables, investissements qui viseront tant le marché intérieur que, de plus en plus, les marchés d'autres pays asiatiques⁶. Par ailleurs, nombre de pays de la région voient dans la Chine un marché pour leurs exportations. L'Asie a deux impératifs dans un proche avenir: soutenir la croissance et accroître le niveau de protection sociale des personnes les plus vulnérables, en particulier en Asie du Sud.
24. Les **économies en transition** devraient continuer d'attirer des investissements étrangers; une forte demande intérieure devrait se maintenir. La croissance devrait s'accroître pour atteindre 4,5 pour cent en 2003⁷. La situation de l'emploi devrait s'améliorer à plus long terme, une fois que la transition aura été menée à bien et que les niveaux de revenus auront rejoint ceux de l'Europe occidentale. Toutefois, la situation de l'emploi restera très précaire si l'on ne résout pas les problèmes structurels qui, jusqu'à maintenant, ont entravé la croissance de l'emploi. Il faut se préoccuper tout particulièrement de définir les moyens d'incitation qui favoriseront la création de nouvelles entreprises. Les pays candidats à l'accession à l'Union européenne doivent accélérer les réformes et rendre leurs économies plus compétitives. Il faut que les grands pays de l'Europe de l'Est prennent des mesures pour renforcer leur situation budgétaire.
25. En **Amérique latine** et aux **Caraïbes**, la croissance devrait se poursuivre à un faible taux. Les mesures d'ajustement prises en Amérique latine ne semblent pas avoir permis de relancer la croissance et ont eu tendance à affaiblir la relation de travail. Beaucoup de pays latino-américains restent vulnérables aux perturbations financières et ne parviennent pas à redresser les déficits de leur balance des paiements aussi vite que beaucoup de pays asiatiques l'ont fait. Le taux de croissance du PIB devrait être négatif en 2002, mais s'accroître de 3 pour cent en 2003, à condition que les Etats-Unis échappent à la récession⁸. Toutefois, même si cette prévision optimiste s'avérait, cela ne suffirait pas à améliorer significativement la situation de l'emploi dans la région. Il faudrait un taux de croissance d'au moins 4,5 pour cent, pendant cinq à dix ans, pour réduire de moitié le taux

⁵ FMI (2002).

⁶ Document de travail préparé pour le prochain Forum sur l'emploi en Chine, BIT, 2003.

⁷ *Ibid.*

⁸ FMI: *op. cit.*

de chômage et la proportion de travailleurs pauvres. L'avenir est donc morose: l'économie informelle et le nombre de travailleurs pauvres continueront de s'accroître dans un proche avenir. Point essentiel: pour que la région soit plus compétitive, elle devra être plus productive mais, à court terme du moins, cela entravera aussi la croissance de l'emploi.

26. En **Afrique du Nord** et au **Moyen-Orient**, les perspectives sont maussades. Les cours du pétrole sont relativement hauts mais les préoccupations persistantes en matière de sécurité nuisent tant aux investissements qu'au tourisme. Le FMI prévoit un taux de croissance du PIB de 4,7 pour cent en 2003⁹. Dans le cas où ce taux serait atteint puis maintenu, il pourrait se traduire par une amélioration de la situation de l'emploi, ce qui permettrait à la région de réduire de moitié son taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres. Mais la plupart des pays n'ont pas encore réussi à passer à une économie de marché pleine. Par ailleurs, la restructuration du secteur public, compte tenu de la forte croissance démographique et du nombre important de jeunes qui entrent sur le marché du travail, pose des problèmes d'emploi considérables. Dans les pays du Golfe, le remplacement des travailleurs migrants par de la main-d'œuvre locale porte préjudice aux migrants d'autres pays de la région et de plusieurs pays asiatiques, et aura de lourdes conséquences, à moyen terme, sur l'emploi et les transferts de fonds dans les pays d'origine de ces travailleurs.
27. Bien que les perspectives de croissance soient meilleures, en **Afrique subsaharienne** il sera difficile de surmonter efficacement les problèmes de chômage, de sous-emploi et de pauvreté. Selon des estimations, il faudrait un taux de croissance annuel du PIB de 5,1 pour cent pendant dix ans (projection optimiste) ou de 9,8 pour cent (projection pessimiste) pour réduire de moitié le taux de chômage et la proportion de travailleurs pauvres d'ici à 2010 (Berger et Harasty, 2002). La région montre des signes encourageants de développement économique: les récents changements structurels fondamentaux et le renforcement des institutions auront un impact considérable sur les perspectives de la région. Le fait que l'inflation médiane et les déficits budgétaires ont été réduits et que les investissements réels et les investissements étrangers directs se sont légèrement accrus (même si cela n'a pas été le cas ces deux dernières années), donne aussi des raisons d'espérer. L'allègement récent de la dette dans certains pays a contribué à consolider leurs économies: fin décembre 2001, 20 pays¹⁰ pouvaient bénéficier de l'Initiative pour alléger l'endettement des pays pauvres très endettés. Par ailleurs, le nombre d'enfants scolarisés s'est accru et les taux d'analphabétisme et de natalité ont baissé.
28. Les perspectives économiques mondiales dépendent des résultats des trois principaux moteurs de l'économie du globe, à savoir les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon. Cela dit, les chances d'un retournement de la situation au Japon sont lointaines et l'Union européenne est plus occupée par la création des mécanismes nécessaires à des politiques anticycliques budgétaires et monétaires concertées que par la mise en place de ces politiques. Ne restent donc que les Etats-Unis. Ils représentent un tiers de l'économie mondiale et ont contribué, pour plus de moitié, à la faible reprise enregistrée en 2002 à l'échelle mondiale. Dans ce pays, les dépenses des ménages restent élevées, en partie à cause de la cherté des biens immobiliers. Toutefois, il pourrait s'avérer que le marché immobilier soit une autre bulle spéculative qui, si elle se dégonflait, pourrait accentuer le ralentissement. Au Japon, on craint une spirale déflationniste qui orienterait à la baisse le cycle de la croissance et de l'emploi. Si c'était le cas, les Etats-Unis et l'Union européenne

⁹ FMI: *ibid.*

¹⁰ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Ethiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, République-Unie de Tanzanie, Tchad, Zambie.

ne seraient pas épargnés. Le monde compte de plus en plus sur l'Union européenne et espère que celle-ci stimulera sa propre croissance par le biais d'une politique budgétaire et monétaire appropriée, ce que les Etats-Unis s'efforcent déjà de faire (voir encadré 8). Actuellement, le véritable danger, c'est qu'aucun des acteurs importants ne semble en mesure d'alimenter la croissance dont l'économie mondiale a besoin pour s'inscrire solidement dans la voie de la reprise.

Encadré 8

Gestion de la demande aux Etats-Unis

Ces dernières années, la capacité que l'économie des Etats-Unis a d'absorber des biens et des services du reste du monde a été un élément important de la croissance mondiale. Deux facteurs interviennent: le taux de croissance de l'économie des Etats-Unis et le volume du déficit de sa balance des paiements courants. On estime que, au début de 2003, celui-ci est d'environ 5 pour cent du PIB, et qu'il correspond à un important déficit des finances publiques (entre 3 et 4 pour cent du PIB) et à un déficit du secteur des ménages de plus de 1 pour cent du PIB. En 2002, la croissance de l'économie des Etats-Unis a été amplement soutenue par l'impulsion budgétaire qu'ont entraînée, d'une part, le passage radical d'un excédent des finances publiques à un déficit de celles-ci et, d'autre part, la fixation de taux d'intérêts administrés inhabituellement faibles. Avec l'annonce d'un nouveau programme fiscal de dix ans, à savoir le Plan pour la croissance et l'emploi, deux questions se posent maintenant: les mesures à court terme que le plan prévoit – entre autres, des crédits d'impôts et une aide supplémentaire aux chômeurs à la recherche d'un emploi – dynamiseront-elles assez la demande privée pour soutenir la croissance? Les autres mesures fiscales prévues – souvent à plus long terme – stimuleront-elles le secteur des entreprises? Le plan a deux objectifs: la stimulation de la demande et la réforme fiscale. Il a été critiqué au motif que d'autres mesures – réduction d'impôts ou dépenses publiques – pourraient avoir des effets immédiats plus forts sur la consommation, que beaucoup de ses bénéficiaires font partie des gens les plus aisés, et qu'il risque d'accroître le déficit des finances publiques et de freiner ainsi les investissements au lieu de les stimuler. Toutefois, même si son contenu peut être discuté, l'ampleur du plan démontre la volonté du gouvernement des Etats-Unis d'envisager un niveau plus élevé d'emprunts publics et un déficit prolongé des paiements courants, volonté qui n'existe pas ailleurs dans le monde.

Principaux problèmes d'action

- 29.** En cette période critique du cycle économique mondial, relancer la croissance économique est essentiel. De plus, à l'échelle nationale, il faut agir résolument pour que la relance permette de créer des emplois décents et de surmonter les problèmes croissants en matière d'emploi que l'on vient d'évoquer. Certaines des aspects essentiels des politiques sur le court terme qu'il convient d'examiner dans le cadre de l'Agenda global pour l'emploi¹¹, examen qui se fondera sur les situations présentées dans ce document, sont les suivants: *a)* est-il possible de prendre davantage de mesures budgétaires pour contrer le ralentissement ou la récession dans beaucoup de pays (voir encadré 9); *b)* dans quelle mesure des politiques actives du marché du travail peuvent-elles compléter utilement des politiques anticycliques et constituer une protection en faveur des groupes les plus vulnérables; et *c)* comment l'action de pays peut-elle être soutenue à l'échelle internationale par des mesures plus concertées dans les domaines suivants: commerce, aide, allègement de la dette et flux financiers?
- 30.** Toutefois, sur le moyen et le long terme, pour maintenir une expansion de l'emploi à un taux qui permette de créer un milliard d'emplois ces dix prochaines années et d'améliorer la qualité des emplois existants, les gouvernements doivent s'employer à surmonter trois ensembles d'obstacles structurels fondamentaux: rythme lent de la création d'emplois décents, conséquences, qu'il faut gérer et auxquelles il faut s'adapter, de la plus grande

¹¹ Document GB.286/ESP/1.

vulnérabilité aux chocs extérieurs, alors que la mondialisation s'accélère et; niveau de pauvreté et proportion de travailleurs pauvres qui restent élevés dans beaucoup de régions et qui s'accroissent.

- 31.** Tout d'abord, le taux de croissance de la production est trop faible pour permettre de créer des emplois de bonne qualité et, souvent, il baisse. L'évolution actuelle en Inde et en Chine montre comment les réformes structurelles et la recherche d'une plus grande compétitivité font que l'on supprime davantage d'emplois dans les secteurs traditionnels que l'on en crée dans les secteurs en expansion. C'est également vrai dans les économies en transition de l'Europe centrale et de l'Est et dans certains pays latino-américains. Il est donc important d'analyser les mesures qui contribueraient à augmenter l'intensité d'emplois de la croissance de la production et à créer des emplois décents. Ces mesures pourraient entre autres consister à trouver le bon équilibre entre les secteurs public et privé, en tant que créateurs d'emplois, et entre les petites et grandes entreprises.
- 32.** Ensuite, comme le montrent les effets du ralentissement actuel, la mondialisation accroît l'interdépendance des économies dans le monde et, par conséquent, leur vulnérabilité aux événements qui échappent à leur contrôle direct. En Amérique latine et en Asie du Sud-Est, on voit comment les chocs économiques peuvent être transmis et amplifiés, d'où une hausse du chômage et de la pauvreté. Sur le court terme, les politiques macroéconomiques anticycliques sont très importantes pour amortir l'impact négatif sur l'emploi des ralentissements ou des récessions. Or beaucoup de pays en développement ne disposent pas des marchés internes de capitaux nécessaires pour financer les déficits sur le long terme, et l'accès aux financements étrangers risque de disparaître au moment où l'on en a le plus besoin. Sur le long terme, plusieurs mesures peuvent être prises pour atténuer la vulnérabilité. A cet égard, le rôle des pouvoirs publics est essentiel. Une diversification accrue de l'économie et une stratégie pour progresser dans la chaîne de valeurs, stratégie qui doit correspondre aux avantages comparatifs du pays, diminueront les risques de vulnérabilité. Dans les pays en développement, la mise en place d'infrastructures matérielles et sociales, y compris des réseaux d'information et des moyens de formation professionnelle, constitueront une base économique plus forte et plus dynamique qui permettra d'absorber les chocs.
- 33.** Enfin, la pauvreté entrave la croissance de l'emploi. Etre pauvre revient à manquer de «capacités»: les travailleurs dans cette situation n'ont ni l'instruction ni les qualifications nécessaires pour obtenir un emploi; leur santé est trop chancelante pour qu'ils puissent travailler de façon productive et le manque de moyens, auxquels s'ajoute les cas de discrimination, très répandus dont ils sont victimes, les cantonnent dans le bas du marché du travail. Il est essentiel d'accroître l'accès à une instruction et à des services de santé de bonne qualité et de rendre cet accès plus équitable pour permettre aux pauvres d'obtenir un emploi productif et rémunérateur dans des conditions de liberté et de dignité.

Encadré 9

Politiques macroéconomiques pour promouvoir la croissance
et l'emploi et diminuer la pauvreté

Ces vingt dernières années, les politiques macroéconomiques, dans différents pays, visaient principalement la stabilité des *prix* et de la *balance des paiements*. Le «Consensus de Washington», qui avait été adopté pour servir de modèle à des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel, cherchait pour l'essentiel à diminuer l'inflation et les déficits – budgétaires et des comptes courants – de beaucoup de pays.

D'une manière générale, l'inflation a baissé mais la croissance et les investissements sont souvent restés insuffisants et volatils, et ont été loin d'atteindre le niveau et la constance requis pour faire baisser les taux de chômage et de pauvreté élevés. Par conséquent, beaucoup de pays sont de plus en plus pris au piège d'une croissance faible ou de la «stabilisation». Bien sûr, la stabilité est essentielle à la croissance mais il faut prendre conscience du fait que, dans certaines conditions, elle est compatible avec une hausse des dépenses publiques, dépenses qui sont nécessaires pour fournir des biens sociaux et pour atténuer la pauvreté. Nombreux sont les éléments pratiques, tant à l'échelle nationale qu'internationale, qui confirment ces constats.

Le fait que les politiques de stabilisation trop ciblées n'ont pas permis de déclencher la croissance économique a été très décevant et a bien montré qu'il était essentiel de définir des politiques macroéconomiques favorables à des investissements soutenus et à la croissance de l'emploi. Une aide extérieure concrète – prêts à taux préférentiel, réduction de la dette – peut grandement contribuer aux mesures prises dans ce sens à l'échelle nationale.

Source: Muqtada (2002); Islam, I. (2002).

- 34.** Pour atténuer les risques de baisse de la croissance et consolider les facteurs éventuels de reprise, il faut examiner dûment les moyens concertés qui permettraient de faire baisser le chômage et la pauvreté. Dans une économie mondiale intégrée, les pays seuls ne peuvent pas relever pleinement le défi de l'emploi. En créant des alliances et des partenariats aux niveaux mondial et régional, comme le propose l'Agenda global pour l'emploi, l'OIT peut contribuer à ce que l'emploi productif soit placé au centre des politiques, tant économiques que sociales, de façon à déterminer et à assurer la reprise.
- 35.** *La Commission de l'emploi et de la politique sociale voudra sans doute examiner et étudier les mesures, dont celles exposées dans le présent document, visant à parvenir au plein emploi et au travail décent dans la situation économique mondiale actuelle.*

Genève, le 11 février 2003.

Point appelant une décision: paragraphe 35.

Annexe

Documents de référence

- Arndt, C.; Wobst, P. 2002. *HIV/AIDS and labour markets in Tanzania*, Discussion Paper n° 102, Trade and Macroeconomics Division. Washington DC, International Food Policy Research Institute.
- Berger, S.; Harasty, C.: «World and regional employment prospects: Halving the world's working poor by 2010», *Employment Paper 2002/38* (Genève, BIT, 2002).
- Cazes, S.; Nesporova, A.: «Labour market flexibility and employment security for the transition countries» (Genève, BIT, à paraître).
- Ghose, A.: *Jobs and incomes in a globalizing world* (Genève, BIT, à paraître).
- BIT: *Population active 1950-2010, 4^e édition* (rév. 1) (Genève, 2001).
- FMI: *Perspectives de l'économie mondiale, 2000*, Washington DC.
- , *Perspectives de l'économie mondiale, 2002*, Washington DC.
- Islam, I.: «Avoiding the stabilization trap: Towards a macroeconomic policy framework for growth, employment and poverty reduction», document polycopié, Département de la stratégie en matière d'emploi (Genève, BIT, 2002).
- Islam, I.; Krishnamurty, J.: «Employment, Labour Market and Poverty during Economic Recovery and Slowdown in East and South East Asia». Document préparé par le BIT (à paraître) – JMHLW – Séminaire tripartite sous-régional du gouvernement de l'Indonésie sur *Les politiques du marché du travail en vue de l'atténuation de la pauvreté et de la reprise économique après la crise asiatique*, Jakarta, 29 avril au 1^{er} mai 2002.
- Muqtada, M.: «Macroeconomic stability, growth and employment: Issues and considerations beyond the Washington Consensus», document polycopié, Département de la stratégie en matière d'emploi (Genève, BIT, 2002).
- OCDE 2002a: *Perspectives de l'emploi de l'OCDE – 2002*, Paris.
- , 2002b: *Foreign direct investment in Slovenia: Trends and prospects*, Paris.
- Rasiah, R.: «Manufactured exports, employment, skills and wages in Malaysia», *Employment Paper 2002/35* (Genève, BIT).
- CEE/ONU: *Economic Survey of Europe, 2002*, n° 1 (Genève, Nations Unies).
- Conseil mondial du tourisme et des voyages, 2002: *Tourism satellite accounts* (Londres, 2002).